EXTRAIT DU DISCOURS D'OUVERTURE

prononcé par le général d'armée GUILLAUME, Commissaire Résident général,
à la session du Conseil du gouvernement de juin-juillet 1952

.....
Mon absence ne m'a pas détourné des soucis qui étaient les vôtres. J'ai suivi, jour après jour, vos efforts et plus particulièrement le développement d'une campagne agricole satisfaisante dans son ensemble. J'ai été tenu au courant des manifestations commerciales qui, dans chaque ville, ont confirmé la persistance du progrès économique : foires annuelles où se sont retrouvés, plus nombreux, commerçants et artisans français et marocains, foire internationale de Casablanca, qui a rassemblé, cette année, plus de quatre mille exposants, et vu venir au Maroc quinze délégations étrangères.

Toute cette activité m'a rempli de satisfaction. S'il en avait été besoin, elle aurait prouvé que le Maroc, malgré les critiques d'une partie de l'opinion internationale, poursuivait sa marche et apportait la démonstration de sa vitalité.

.....
Aujourd'hui, c'est à l'examen du rectificatif de 1952 et des questions d'ordre général intéressant l'activité du Maroc que vous êtes conviés.

S'agissant du *rectificatif*, il n'est peut-être pas d'une stricte orthodoxie financière de reprendre, en cours d'année, les données dûment établies d'un budget en cours d'exercice ; mais il apparaît, malheureusement, que les hausses, intervenues depuis leur établissement, nécessitent l'ajustement de certaines dotations du budget initial. Le rectificatif qui vous est présenté cette année est, d'ailleurs, de moindre importance que celui de juillet 1951. Ce dernier s'élevait à 3 milliards 600 millions. Les majorations de crédits, proposées à votre examen, ne s'élèvent, au total, qu'à 1 milliard 700 millions, soit 3,6 % du montant du budget primitif. Elles sont destinées soit à couvrir le relèvement des salaires de diverses catégories de personnel, l'accroissement des effectifs du personnel suppléant de l'instruction publique, soit, aussi, à pallier les insuffisances de crédits qui se sont révélées sur les chapitres de matériel. Certaines se justifient aussi par la nécessité de faire face à des dépenses imprévues. Je dois ajouter que les recouvrements enregistrés, au cours des cinq premiers mois, au titre des droits de douane, permettent d'escompter des plus-values suffisantes pour assurer la couverture des dépenses supplémentaires inscrites au rectificatif, sans qu'il soit question de créer, au titre des impôts, des charges nouvelles.

C'est, en effet, par le maintien d'une *fiscalité raisonnable*, condition d'une élévation progressive du niveau de vie, que nous entendons poursuivre la lutte contre la vie chère. A cet égard, nous suivons, avec la plus grande attention, les efforts actuels du gouvernement français. Nous souhaitons vivement que l'offensive de baisse qu'il poursuit obtienne des résultats dont l'incidence ne saurait manquer d'être sensible au Maroc.

En ce qui concerne les *problèmes généraux* de son activité, le Gouvernement a poursuivi, au cours des six mois écoulés depuis la dernière réunion de votre Conseil, le programme d'action que je m'étais fixé dès mon arrivée.

Les créations se multiplient : davantage d'écoles se sont ouvertes, plus de maisons ont été construites dans le cadre de vastes plans d'urbanisme, plus de dispensaires et d'infirmeries prodiguent aux marocains leurs bienfaits et apportent, inscrits dans les faits, des témoignages chaque jour plus nombreux d'un Maroc qui poursuit sa route vers la modernisation.

Notre but essentiel demeure *l'amélioration constante des conditions de vie des populations marocaines*, problème dont la solution est rendue plus difficile par une croissance démographique dont le rythme vous est connu. A cet effet, l'équipement économique et l'équipement social doivent être poursuivis sans relâche, et sans qu'ils puissent être dissociés l'un de l'autre. Ce n'est, en effet, que dans un pays économiquement sain que peuvent être dégagées les ressources affectées au secteur social.

Cependant, pour des années encore, le Maroc ne peut prétendre poursuivre ce double équipement sans une aide substantielle de la France. C'est ainsi qu'il est demandé au budget français de participer, pour la moitié, au futur *plan quadriennal* d'équipement et de modernisation.

En ce qui concerne *l'équipement économique*, nous estimons que nous devons, avant tout, tendre à achever les grands travaux entrepris, afin de les rendre productifs. Je veux parler des ports, des routes, des barrages, des télécommunications. Parallèlement, les ressources minières, si précieuses pour l'équilibre du budget, doivent être exploitées au maximum, sans que soit négligé l'essor des industries locales, grâce auxquelles une main-d'œuvre accrue trouvera son emploi. Enfin, l'agriculture, et, plus spécialement, l'agriculture marocaine retient notre attention. Elle doit assurer à une population, sans cesse plus nombreuse, les ressources alimentaires indispensables et contribuer à freiner l'exode des fellahs vers les villes.

Sur le *plan social*, la lutte entreprise contre la misère, la maladie et l'ignorance doit être continuée au même rythme. Pour ne citer que quelques chiffres, il me suffira de mentionner que le prochain plan quadriennal doit porter à 16.000 le nombre des lits dans les établissements hospitaliers, et affecter à l'habitat une somme de 50 milliards. La progression de l'effectif scolaire qui, au cours des dernières années, a atteint près de 20 % par an, doit être maintenue.

De ce programme, sommairement esquissé, se dégage une claire conclusion. C'est que, en dépit de toutes les critiques et de toutes les calomnies, nous sommes résolus à poursuivre sans répit, en accord avec Sa Majesté Chérifienne, l'œuvre de progrès humain que nous avons entreprise dans ce pays pour le plus grand bien de ses populations. Dans l'accomplissement de notre mission, nous savons que nous pouvons compter sans réserve sur le concours éclairé des membres français et marocains du Conseil du Gouvernement.